

# Sciences Po Grenoble: Péresse dénonce un «terrorisme intellectuel»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



Valérie Péresse (à gauche) en novembre dernier à Paris. POOL / REUTERS

Plusieurs responsables de la droite et de l'extrême droite se sont émus dimanche des accusations d'islamophobie contre deux professeurs de Sciences Po Grenoble, qualifiées de «*terrorisme intellectuel*» par Valérie Péresse, candidate potentielle de la droite pour 2022.

Une enquête pour «injure publique» et «dégradation» a été ouverte par le parquet de Grenoble après un collage d'affiches jeudi à l'entrée de l'Institut d'études politiques (IEP) sur lesquelles on pouvait lire: «*Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue*», avec les noms de deux professeurs de l'Institut.

*«Quand on jette en pâture des enseignants et qu'on les accuse sans aucune preuve, en leur mettant quasiment une cible dans leur dos, je considère que c'est du terrorisme intellectuel», a fustigé Valérie Péresse (ex-LR, Libres!), présidente de la région Ile-de-France, sur BFMTV. «C'est un appel à délation qui a été fait. Il faut que l'université porte plainte contre ces étudiants», insiste Valérie Péresse qui assure que «ça vient d'un syndicat étudiant, l'UNEF, qui est en pleine dérive, en plein naufrage». «Je n'oublie pas ce qui est arrivé à Samuel Paty», professeur assassiné en octobre par un jeune radicalisé, ajoute encore la présidente de l'Ile-de-France qui estime que «l'islamo-gauchisme est une réalité à l'université».*

Le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, souligne lui aussi, dans un tweet, qu'il faut *«frapper fort»* si *«on ne veut pas revivre un drame comme celui qui a coûté la vie à Samuel Paty»*. *«Les élèves de Sciences Po Grenoble qui menacent ces professeurs doivent être renvoyés et une plainte doit être déposée. Les syndicats complices doivent être poursuivis également»,* ajoute-t-il. *«Ce sont ces méthodes qui sont fascistes. Après la décapitation d'un de nos enseignants, après les menaces qui pèsent sur trop d'entre eux, l'UNEF met donc sciemment en danger deux enseignants. C'est quoi la prochaine étape ?»,* s'interroge pour sa part la députée LREM Aurore Bergé, issue de la droite.

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen a dénoncé *«une affaire sordide»* qui démontre, selon elle, *«toute la réalité d'un islamogauchisme répugnant, sectaire et sans limite»*. *«Une partie de la gauche a sombré dans ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme»,* a abondé son lieutenant Jordan Bardella dimanche sur France Inter.

---

**À voir aussi** - Que peuvent faire les enseignants face aux atteintes à la laïcité à l'école ?